Trente ans d'*Histoire & Mesure*

Entretiens croisés avec Gérard Béaur, Jean-Philippe Genet et Jean Heffer

Celebrating 30 years of Histoire & Mesure: Interviews with Gérard Béaur, Jean-Philippe Genet and Jean Heffer

Le comité de rédaction

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/5437>

DOI : 10.4000/histoiremesure.5437

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016

Pagination : 3-9

ISBN : 978-2-7132-2522-2

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Le comité de rédaction, « Trente ans d'*Histoire & Mesure* », *Histoire & mesure* [En ligne], XXXI-2 | 2016, mis en ligne le 31 décembre 2016, consulté le 03 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/5437> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.5437>

**Trente ans d'*Histoire & Mesure*
Entretiens croisés avec Gérard Béaur,
Jean-Philippe Genet et Jean Heffer**

Le trentième anniversaire de la revue sonne l'occasion pour elle, non pas de dresser un inventaire de son champ de publications, d'une décennie à l'autre, mais de revenir sur les conditions particulières – on dirait « historiques » – de sa création. Rendue possible dans un contexte singulier, celle-ci intervient dans une période où l'histoire quantitative rencontre un certain nombre d'évolutions, d'inflexions, sinon d'attaques et de menaces. C'est pourquoi nous avons demandé à trois de ses membres fondateurs d'en faire un récit, libre, critique, et nous délivrer ainsi leur vision d'une aventure éditoriale, et scientifique, à travers les soubresauts et les avancées qu'une discipline a connus, au fil des années, et dont la revue s'est toujours donné pour vocation de rendre compte.

**1. La rencontre de plusieurs dynamiques collectives
sous le patronage du CNRS**

La création d'*Histoire & Mesure* est indissociable de l'histoire des dynamiques internes du CNRS. Jean-Philippe Genet, alors à la direction scientifique du CNRS, s'est notamment montré très actif dans l'émergence de la revue. Du côté des médiévistes,

« la préhistoire de la chose est venue d'un colloque organisé à Rome par André Vauchez et Lucie Fossier en 1975 : il s'agissait de réfléchir aux usages de l'informatique qui en était à ses débuts et que la VI^e section des Hautes Études, future EHESS, était pratiquement seule à utiliser depuis la fin des années 1960. Nous étions plusieurs à nous y mettre dans les universités. »

Avec Lucie Fossier et Caroline Bourlet, Jean-Philippe Genet lance alors *Le médiéviste et l'ordinateur*, qui rencontre un certain succès.

« Ce bulletin était distribué gratuitement, à une très large échelle. On y traitait d'histoire quantitative (notamment d'analyse factorielle) mais aussi des usages de l'informatique. Dans le même temps, André Zysberg avait lancé *Mémoire vive*, bulletin construit sur le même principe chez les modernistes et les contemporanéistes. »

Malgré ces balbutiements, Jean-Philippe Genet et Alain Guerreau n'étaient pas satisfaits des usages faits de l'informatique par les historiens car « sans méthode et sans idées, l'informatique n'était qu'une vaste machine à écrire géante ». Ces questions étaient débattues en commission CNRS et l'idée est née de créer une revue spécifique pour en rendre compte, ce à quoi la direction du CNRS était d'abord opposée. Une opportunité s'est toutefois ouverte lorsque Robert Fossier, lors de son court passage à la direction du CNRS, a invité Jean-Philippe Genet à rejoindre la direction scientifique des SHS, comme chargé de mission.

« Avec entre autres Jean-Claude Hocquet, André Straus, et Alain Guerreau, nous avons œuvré à la création d'une revue propre du CNRS. Nous avons rencontré beaucoup de difficultés, pas tellement sur le plan intellectuel car nous avons bénéficié de l'appui d'Antoine Prost et de Maurice Caveing, philosophe des mathématiques, qui ont trouvé l'idée bonne et ont défendu le projet. Mais à cette époque, la direction du CNRS était en train de repenser les éditions du CNRS et il était très difficile d'ajouter une nouvelle revue propre dans une maison d'édition fragilisée. Contre l'argument que la revue ne se vendrait pas, nous avançons que le projet était axé non pas sur l'informatique mais sur les méthodes quantitatives, qui étaient en perte de vitesse dans les autres revues. Nous pensions que si c'était bien fait, et que la méthode était clairement exposée, sans requérir un niveau trop élevé en mathématiques, les lecteurs allaient pouvoir s'en inspirer pour leurs propres travaux. Nous avons donc adopté dès le départ une démarche prosélyte, en somme, et sur ce point la revue est plutôt un échec ! Avec le recul, *Le médiéviste et l'ordinateur*, qui comportait environ dix feuillets agrafés, distribués gratuitement, avait un format plus adapté à une démarche véritablement prosélyte, tandis qu'une revue a un coût qui nécessite d'avoir un certain nombre d'abonnés. Or les abonnements n'ont jamais dépassé les deux cents à trois cents ; pour les ventes au numéro, seuls les numéros spéciaux se vendaient correctement. »

En 1985, l'obstacle institutionnel est levé et la revue fait paraître l'année suivante son premier numéro. Comme le rappelle l'édito collectif qui ouvre la publication, la naissance de la revue est d'abord le fruit du rapprochement de plusieurs équipes, qui puise ses racines dans les instances du CNRS. De ce fait, l'ancrage dans les commissions CNRS est resté important. Comme le précise Jean-Philippe Genet, « nous veillions à respecter l'équilibre entre les périodes, pour garder le contact avec les commissions. » C'est ce qui explique la présence importante des archéologues parmi les membres du comité. Selon Gérard Béaur, le désengagement progressif des archéologues a tenu pour partie à la structuration de l'archéométrie autour d'une revue spécifique, de sorte que les archéologues « ont eu moins besoin de nous : en somme, les archéologues

ont réussi là où les historiens ont échoué». La présence des archéologues a soulevé au sein du comité de nombreux débats sur la place qui devait leur être dévolue. Une autre incertitude tenait à la place de la métrologie, qui était, aux yeux de nombreux collègues, au cœur du projet éditorial de la revue. De ce point de vue, Gérard Béaur reconnaît, à son corps défendant, que le titre même de la revue générait une certaine ambiguïté. Mais les directeurs de publication ont toujours tenu à garder l'équilibre entre les trois grands types de rubriques « outils et démarches », « histoire de la mesure » et « mesure de l'histoire » et la métrologie n'a toujours été « qu'une partie du champ de la revue, un axe, pas nécessairement prioritaire ».

2. Le tournant du début des années 2000 : la revue face aux transformations du paysage institutionnel et scientifique

Si la revue a continué à rencontrer un écho favorable dans les commissions CNRS, les difficultés sont venues, au début des années 2000, de la décision du CNRS d'abandonner toutes ses revues propres. C'est dans ce contexte tendu que Gérard Béaur, à la tête de la revue depuis 1993, eut à mener les négociations avec le CNRS. Aux arguments budgétaires avancés par le CNRS, et notamment par Christian Henriot, directeur scientifique adjoint de la commission 33, Gérard Béaur oppose alors les mutations en cours de la revue, en particulier la formation d'Anne Varet Vitu (secrétaire de rédaction puis membre du comité de rédaction depuis dix-sept ans) à des logiciels de P.A.O., qui avait permis de diviser par quatre le coût de production de chaque numéro. Dans ces conditions, il aurait été « contre-productif de supprimer une revue qui avait coûté si cher à son lancement et qui était parvenue à revenir à l'équilibre financier ». Si le soutien du CNRS s'est maintenu au travers des ingénieurs affectés à la revue, il a en revanche fallu trouver un nouvel éditeur et « ça a été une chance que les éditions de l'EHESS aient décidé de la reprendre ».

La direction scientifique de Gérard Béaur coïncide aussi avec une autre mutation importante, liée au développement du micro-ordinateur. « L'idée de lier fortement la revue à l'informatique devenait caduque », suscitant de nombreuses discussions en interne. Pour Jean-Philippe Genet, cette mutation s'est effectuée dans un grand désordre sur le plan institutionnel :

« [le CNRS a] mal négocié le passage de l'informatique lourde à la micro-informatique. La destruction du LISH [laboratoire d'informatique pour les sciences de l'Homme], dont les langages étaient périmés, a été désastreuse car rien n'avait été prévu pour le remplacer. Les crédits Calcul du CNRS étaient jusque-là destinés à financer le travail sur les machines d'Orsay, selon un mode de financement en circuit fermé ; il était alors hors de question pour la direction du CNRS que ces crédits soient utilisés

pour financer des travaux sur des micro-ordinateurs, au motif que les chercheurs allaient utiliser leur machine pour jouer ou s'en servir à des fins personnelles.»

Les crédits du CNRS se sont donc taris, alors que « les universités n'étaient pas prêtes à prendre le relais ». Les dotations en micro-ordinateurs alloués par Jean-Pierre Bardet, à la direction de la recherche au sein du ministère, ont été surtout utilisées à des tâches administratives. Mais « à Paris 1, grâce encore une fois à Robert Fossier, nous avons réussi à rassembler les machines dans une même salle », où s'est constitué le pôle d'informatique pour historiens. Dans le cadre des enseignements dispensés au sein de ce pôle, Jean-Philippe Genet fait la rencontre de Jean Heffer, alors enseignant à Paris 1, qu'il convainc de rejoindre le comité de lecture de la revue.

Pour Gérard Béaur, au commencement de la revue, l'esprit était très particulier. L'alliance entre histoire quantitative et informatique était en effet loin d'aller de soi. Son directeur de thèse, Pierre Goubert, était « très réticent à l'égard de l'usage de l'informatique, même s'il pratiquait lui-même une histoire très quantitative. Les machines étaient très lourdes, et peu souples ». Jean-Philippe Genet évoque le temps où le travail sur les gros ordinateurs d'Orsay, avec des bacs de fiches perforées, se faisait la nuit ou le week-end. Ces contraintes matérielles ont aussi favorisé les échanges scientifiques et les salles des machines ont été un lieu de rencontre pour toute une génération de quantitativistes. C'est notamment là que Jean-Philippe Genet rencontre Philippe Cibois, premier secrétaire de la revue, dont on sait le rôle dans la diffusion des méthodes quantitatives en sciences sociales. Gérard Béaur a également connu, dans le cadre de sa thèse, l'ambiance particulière des salles des machines, en l'espèce celle d'une grande entreprise publique, dont les équipements constitués dans le cadre du plan Calcul étaient prêtés la nuit aux chercheurs de son institution pour assurer un fonctionnement du matériel en continu et éviter les pannes observées au redémarrage. « Paradoxalement, souligne Gérard Béaur, c'est lorsque la micro-informatique a simplifié les choses que les chercheurs se sont détournés des études quantitatives ». La révolution du micro-ordinateur a toutefois été lente et jusqu'à la fin des années 1980, les logiciels à disposition ne se prêtaient qu'à des usages relativement limités.

Mais même avant ce tournant, comme le rappelle Jean Heffer, rejoignant le constat dressé par Antoine Prost dans *Le Débat*¹, « nous n'avons jamais été très nombreux à faire de l'histoire quantitative », et contrairement à une représentation fautive, mais fortement ancrée, il n'y a jamais eu de domination du quantitatif en histoire. Le déclin tant déploré depuis n'est donc que tout relatif.

Pour Gérard Béaur, « tout le monde fait un peu de chiffre, mais les rudiments du traitement statistique sont loin d'être acquis par les historiens », même si certaines universités comme Paris 1 ou Rennes continuent

1. Antoine PROST, « Mais comment l'histoire avance-t-elle ? », *Le Débat*, 1999, vol. 1, n° 103, p. 148-153.

à dispenser une formation spécifique. Le suivi y est assuré jusqu'en doctorat, mais l'investissement méthodologique, assez lourd, et le travail souvent ingrat de collecte et de traitement des données qu'exige l'histoire quantitative se heurtent à la diminution de la durée des thèses. Pour Jean Heffer, ces efforts n'ont pas empêché la persistance d'un « analphabétisme mathématique » qui reste encore la norme chez les historiens. Face à cette évolution, « on s'est beaucoup lamenté, comme tout le monde », explique-t-il, mais même si les débats ont aussi été nombreux pour savoir quelles orientations donner à la revue, si elle devait s'ouvrir avant tout à la démographie historique, à l'économie statistique ou à l'étude des réseaux, globalement « nous avons gardé la même ligne ».

3. Sur les traces d'une ligne éditoriale

La revue a notamment gardé son objectif pédagogique. Gérard Béaur évoque l'attachement d'Alain Guerreau au principe des numéros thématiques centrés sur la présentation des méthodes, comme le numéro sur l'analyse factorielle auquel il a beaucoup travaillé. Mais ce numéro est resté à l'état d'expérience singulière. Sans doute parce que peu de méthodes s'y prêtaient aussi bien, mais aussi parce que les revues dépendent des méthodes utilisées par l'ensemble des historiens, dont Jean Heffer rappelle à quel point ils contribuent à l'élaboration des lignes éditoriales. À cet égard, Jean-Philippe Genet et Jean Heffer évoquent la quasi-disparition de la textométrie de la revue, qui s'est accompagné d'un déclin de la place des médiévistes. Or depuis les premiers articles parus dans la revue dans ce domaine, « les outils se sont beaucoup renouvelés et leur usage est en plein essor chez les politistes, ce dont il serait intéressant de rendre compte ».

Quoique rarement centrés sur des méthodes, les numéros spéciaux ont très vite constitué la matrice de la revue, selon un mode d'élaboration très éloigné des pratiques éditoriales actuelles, qui privilégient la publication d'actes de colloques ou de journées d'études dans un contexte de course à l'évaluation et au *benchmarking*. Comme le rappelle Jean-Philippe Genet, au départ, les numéros thématiques étaient construits comme des ouvrages. Le numéro « La mesure de la terre » par exemple a demandé « deux ans de prospection en amont pour faire un tour d'horizon de ce qu'on voulait y voir figurer. Cela faisait partie de la dimension pédagogique qu'on voulait donner à la revue ». Les numéros thématiques étaient alors portés par les membres du comité, chacun à leur tour.

Au sein du comité, l'équilibre entre Paris et la province ou l'étranger a toujours été difficile à établir, pour des raisons qui tiennent à la question du défraiement des trajets. Malgré cela, la revue a publié dès ses premières

années des articles d'auteurs étrangers et des articles en anglais. Parmi les 200 abonnés, on compte seulement une moitié de lecteurs ou d'institutions installés en France. La revue est ainsi diffusée dans plus d'une vingtaine de pays, et est notamment bien représentée aux États-Unis, ce qui a parfois pu rendre la courbe des abonnements dépendante de celle des crédits des universités américaines.

Pour Gérard Béaur, la difficulté à élargir la base géographique du comité a été un « obstacle récurrent, auquel nous n'avons pas réussi à apporter de réponse », à la différence de la revue *Histoire & sociétés rurales*, qui est adossée à une association bien dotée grâce aux cotisations de ses nombreux membres. La perspective de créer une association des historiens quantitatistes, un temps évoquée, a été vite abandonnée, faute de forces suffisantes. Comme les ruralistes, les historiens quantitatistes se sentent souvent seuls à pratiquer ce genre d'histoire, mais leur impression est sans doute plus fondée que celle des ruralistes qui ont été « plusieurs centaines à se reconnaître sous cette étiquette », au moment de la création de l'association. L'identité d'historien quantatiste est ainsi beaucoup moins ancrée et beaucoup d'historiens qui manient le chiffre, et ont publié dans la revue, ne se rangeraient pas nécessairement derrière cette bannière.

L'identité d'historien quantatiste n'est pas davantage ancrée chez les historiens économistes, malgré le souhait de Jean-Yves Grenier de donner à la revue une inflexion vers un champ qui avait alors du mal à trouver une place dans le paysage éditorial. Pour Gérard Béaur, même si l'histoire économique a toujours été relativement bien représentée, du fait de son recours fréquent au raisonnement quantitatif et des difficultés persistantes pour publier dans les grandes revues françaises des articles qui relèvent de ce champ ou qui mobilisent des méthodes un tant soit peu quantitatives, « l'esprit de la revue n'était pas de se spécialiser ». Pour s'en tenir au seul le champ de l'histoire économique, les stratégies éditoriales ont évolué avec le profil des historiens économistes, dont Jean Heffer nous rappelle combien il suit une tendance entamée aux États-Unis dès le début des années 1980 : jusqu'à cette date, les historiens sans formation statistique pouvaient encore lire les articles publiés dans les grandes revues d'histoire économique anglo-saxonnes. Depuis, l'histoire économique est essentiellement faite par des économistes, dans des départements d'économie, et il est impossible de publier dans leurs revues sans faire usage de méthodes statistiques complexes. L'évolution récente qu'on observe en France autour de l'École d'économie de Paris est similaire et il est de plus en plus difficile d'attirer dans la revue des travaux d'histoire économique portant sur des périodes contemporaines.

En somme, dans ce paysage éditorial et scientifique mouvant, la revue a toujours occupé, selon Jean Heffer, un créneau « étroit, mais bien identifié », et ce « sans jamais aspirer à la domination universelle », ni même la regretter.

S'il fallait chercher une trame commune à ces trente années de publications d'*Histoire & Mesure*, peut-être est-ce dans cet affranchissement des querelles d'écoles et dans ce goût commun pour la méthode appliquée aux questionnements historiens qu'on en trouverait la meilleure trace.

Le comité de rédaction
Paris, septembre 2016